



Lettre n° 246 du 26 juin 2022

Au sommaire :

- **Crise politique conséquence de la crise sociale, l'issue n'est pas au Parlement mais entre les mains du monde du travail** - *Laurent Delage*
- **Face à la déroute du capitalisme, un programme parlementaire de gouvernement ou un programme de classe pour changer le monde maintenant ?** - *Daniel Minvielle*

Crise politique conséquence de la crise sociale, l'issue n'est pas au Parlement mais entre les mains du monde du travail

Macron vient d'annoncer Borne comme Première ministre du nouveau gouvernement qui devrait être mis en place début juillet, « *un gouvernement d'action* » qui pourrait aller « *des communistes au LR* », à l'exclusion de LFI et du RN.

Les manœuvres parlementaires battent leur plein après une semaine de tractations, de tentatives de débauchages pour tenter de constituer une majorité. Macron a multiplié les appels du pied aux 61 députés de LR, pendant que Philippe les démarchait pour tenter de créer une « *grande coalition* ». En vain. Si Copé se dit prêt à un « *pacte de gouvernement* », pas question pour LR de « *sauter dans le Titanic* » comme l'a dit Bertrand. Tous attendent et évaluent les rapports de force, pour leurs calculs de pouvoir.

Tendant encore de se placer au-dessus de la mêlée, Macron poursuit la chimère d'un « *gouvernement d'unité nationale* » auquel Roussel s'est dit prêt à participer, pendant que Bayrou expliquait « *Il y a des personnes à droite, à gauche, au centre, aux extrêmes. Nous avons à inventer l'harmonie pour que toutes ces sensibilités entrent dans la symphonie qu'est la démocratie* ».

Et Marine Le Pen peut se réjouir : « *Je me bats depuis vingt ans pour ça. Je me réjouis qu'on rende enfin justice au mouvement que je préside. C'est la conséquence du choix des électeurs. Ils ont forcé la classe politique à arrêter de traiter le RN en paria* ». Une politique qui révèle toute l'imposture du 2nd tour de la présidentielle. Macron n'est en rien un barrage à l'extrême-droite, il en fait le lit ! La crise politique qui agite l'Assemblée nationale n'a pas pour seule cause la déroute de Macron, elle prend racine dans l'aggravation de la situation sociale, économique qui avait déjà provoqué l'effondrement des vieux partis de

droite et de gauche. En 2017, Macron avait pu en profiter pour se faire élire contre le « *vieux monde* », mais aujourd'hui, c'est tout un système qui a perdu la confiance des travailleurs et des classes populaires qui s'abstiennent massivement.

Cette crise politique traduit l'ampleur de la décomposition du capitalisme aujourd'hui, incapable de trouver une issue à sa propre soif de profits, à la dette, à la fuite en avant de cette mondialisation guerrière, créant le terreau aux idées les plus réactionnaires, à l'extrême droite.

Une menace que seuls les travailleurs, les couches populaires, les jeunes peuvent enrayer en imposant une démocratie par en bas, en prenant directement leurs affaires en main.

L'arène parlementaire, le théâtre d'ombre

Les joutes parlementaires se situent sur le terrain-même du système, rodées par des décennies de pratiques politiciennes et par un appareil d'Etat façonné par la bourgeoisie depuis bien longtemps. Un théâtre d'ombres destiné à donner l'illusion de la démocratie aux masses pour imposer une politique au service de la classe qui dirige réellement la société.

La presse agite la menace du « blocage » et certains députés Nupes s'en vantent même, mais que peuvent-ils bien « bloquer », à supposer qu'ils soient d'accord pour cela ? La droite et même la gauche gouvernementale ont voté déjà bien des textes du gouvernement. Et en réalité, la cogestion entre la droite, la gauche dans ses divers composantes, LRM est déjà bien présente dans les Conseils régionaux, départementaux ou municipaux des grandes villes.

Les députés de la Nupes posent aux premiers opposants de ce « vrai » Parlement dans lequel ils comptent changer la donne... Mais dès le lendemain de l'élection, la proposition de Mélenchon de constituer un groupe a suscité une levée de bouclier de ses propres alliés, préoccupés avant tout des intérêts de leurs appareils respectifs.

Dans la foulée de l'interpellation de Macron, Jadot s'est même précipité pour déclarer que les Verts sont « *toujours prêts à des compromis* », n'excluant pas de participer à un éventuel gouvernement de « *coalition* » dans un bel esprit unitaire !

Quant aux « *650 propositions* » brandies par les députés de la Nupes, elles ne sont que des promesses électorales, sans le moindre bilan des politiques anti-ouvrières menées par les gouvernements de gauche lorsqu'ils étaient au pouvoir. Comme le commente un sénateur PS : « *C'est une surprise sur le fond. Par exemple, Olivier [Faure] défendait la retraite à 62 ans, avant de passer à 60. Soit il a été touché par la grâce en lisant le programme de l'Union populaire. Soit c'était une tactique de faire le dos rond pour passer une mauvaise période politique* »... Poser la question c'est y répondre.

Pour nos salaires, les retraites et nos droits, préparons-nous à débloquent la situation en bloquant le pays !

Tant mieux que Macron se trouve confronté à une telle crise politique, l'affaiblissement du pouvoir ne peut qu'encourager la riposte sur les salaires, les retraites à condition que nous soyons à même de construire une contre-offensive qui renvoie l'extrême-droite dans les cordes.

La mise en place du Conseil National de la Refondation, censé réunir « *les forces politiques, économiques, sociales associatives, des élus des territoires et des citoyens tirés au sort* » a été abandonnée. Macron se préparait à utiliser le « *dialogue social* » pour légitimer son offensive sur les retraites et sa politique antisociale. Les « *partenaires sociaux* », du Medef à la CFDT, n'auront pas leur joujou et craignent maintenant « *une forme de blocage* ».

Mais si Macron est en difficulté et les capitalistes s'inquiètent, ils peuvent compter sur l'Etat, les institutions de leur République, la haute administration et le sens des responsabilités du Parlement. Ils continuent leur politique, contiennent les salaires qui reculent avec l'inflation, licencient et précarisent massivement. Oui il faut un blocage, mais pas du Parlement. Il faut celui de l'économie, de la machine à profits, par les grèves, les manifestations, pour les salaires, les retraites, contre le chômage.

La situation se détériore durement pour les classes populaires. L'inflation est attendue à 5,9 % en juin et d'après l'Insee, l'augmentation des prix devrait atteindre 6,8 % sur un an en septembre. D'après la Dares, le salaire mensuel de base n'a augmenté que de 2,3 % sur un an au premier trimestre. Partout, les patrons se servent des primes Macron pour ne pas céder sur les augmentations.

Loin de l'agitation politicienne du Parlement, les grèves sur les salaires reprennent après une première vague en

début d'année, aussi bien dans des PME que dans des grands groupes. Chez Pommier à Bagnères-de-Bigorre, chez le maroquinier de luxe Arco à Châtellerault, Gerflor, le parfumeur Marionnaud, l'électricien RTE, l'assureur AG2R La Mondiale, Cap-Gémini, TotalEnergies, les éboueurs de la Ville de Paris, ... la liste s'allonge de jour en jour.

Le 9 juin dernier, les salariés des différentes entreprises de l'aéroport Roissy ont fait grève tous métiers confondus pour une revendication commune de 300 € pour tous. Un quart des vols prévus ce jour-là ont été annulés et une nouvelle grève est annoncée sur Orly et Roissy le 2 juillet.

Toujours dans l'aérien, les hôtesses et stewards de Ryanair appellent à une grève européenne fin juin. Le ras-le-bol est total face à un patron voyou qui impose des salaires misérables, allant jusqu'à refuser au personnel la nourriture et l'eau durant les vols ! Même chose chez EasyJet où les syndicats appellent à des débrayages de 24h sur les gros départs du mois de juillet.

Les syndicats de la SNCF appellent aussi à la grève pour les salaires le 6 juillet, jour de départ en vacances.

Ces grèves se déroulent dans un contexte de luttes salariales en Europe. Le 21 juin, les cheminots anglais ont entamé une grève sur les salaires de trois jours, la plus importante depuis 1989, qui fait craindre à toute la presse « *un été du mécontentement* » ! En Belgique, la grève nationale pour les salaires a regroupé plus de 70 000 manifestants dans la capitale, du jamais vu depuis 10 ans.

C'est à une telle situation d'affrontement qu'il s'agit de préparer les consciences, en formulant une politique indépendante, de classe, pour changer la société maintenant.

Formuler dans les luttes les réponses à la crise sociale, un programme pour changer le monde maintenant

La crise politique en cours traduit les ruptures qui se sont opérées dans le monde du travail, les classes populaires, face à la régression sociale de ces dernières années. Elle est le produit d'une profonde crise sociale qui n'a pas d'autre issue aujourd'hui que dans l'affrontement avec les capitalistes qui mènent l'ensemble de la société dans le mur. Cela signifie construire la convergence de ces luttes autour d'un programme permettant à la classe ouvrière d'agir politiquement, d'imposer une démocratie par en bas contestant le pouvoir des actionnaires et des financiers.

La question des salaires ne se résout ni en une seule grève, ni entreprise par entreprise. Face à la flambée des prix, les travailleurs doivent imposer leur échelle mobile des salaires, en contrôlant eux-mêmes les prix comme les spéculations des grands groupes. Face aux licenciements, devenus si faciles avec la loi Travail de Hollande et les ordonnances Macron, face à l'intérim et la précarité qui explosent, il est indispensable de partager le travail entre tous sous le contrôle direct des salarié-e-s, en lien avec les associations de précaires et de chômeurs. Toutes

ces revendications exigent d'imposer notre contrôle, de contester aux patrons le droit de faire ce qu'ils veulent.

Une telle politique signifie une totale indépendance des calculs politiques et parlementaires de la Nupes, comme du « *dialogue social* » tant espéré par les directions syn-

dicales. Notre programme est celui de la démocratie directe, de l'intervention consciente des travailleurs eux-mêmes pour trouver des réponses à la crise sociale, loin de cette démocratie bourgeoise frelatée.

Laurent Delage

Face à la déroute du capitalisme, un programme parlementaire de gouvernement ou un programme de classe pour changer le monde maintenant ?

Depuis une semaine, la campagne a laissé place à des débats sans fin sur les péripéties parlementaires, Macron à la recherche d'une majorité perdue pour poursuivre son mandat auprès des classes dominantes alors que la crise globale, guerre, inflation, spéculations... dans laquelle la société est plongée ne cesse de s'aggraver. Mardi 21, *Les Echos*, titrait : « *L'inflation sera "plus forte, plus large et durera davantage" que ce qui était anticipé auparavant.* ». Même son de cloche aux États-Unis, où le président de la FED, pour qui une récession semblait « *peu probable* » il y a une dizaine de jours, la pense maintenant « *certainement possible* ». Une autre source d'inquiétude parmi bien d'autres porte sur la dette des États et des entreprises alors que se confirme la remontée des taux...

Confrontés à une situation qui leur échappe, les chefs d'État s'agitent. Jeudi 23, Macron partait à Bruxelles pour un sommet de l'UE qui a annoncé l'acceptation de la candidature de l'Ukraine et de la Moldavie à l'entrée dans l'Union. Il a enchaîné dimanche 26 avec une réunion du G7 afin de, sur demande de Biden, « *prendre des mesures concrètes pour accentuer la pression sur la Russie* ». Et début de semaine prochaine, ce sera le sommet de l'Otan à Madrid, où il sera bien évidemment, là-aussi, question de comment renforcer cette pression, cette fois sur le plan militaire...

Peu importe qu'après quatre mois de guerre, la démonstration ait été faite que l'escalade des sanctions contre la Russie, la surenchère dans l'armement, n'a en aucune façon mis un terme à l'agression odieuse de Poutine, aux conséquences terribles qu'elles ont pour les populations comme sur le fonctionnement de l'économie mondiale, les évolutions des rapports de force géostratégiques. Face à la dangereuse montée des affrontements militaires comme à la dégradation de l'économie mondiale, à la montée de l'inflation, à la dégradation terrible des conditions de vie de millions d'individus, au dérèglement climatique, etc., les dirigeants du monde sont pris dans une fuite en avant qui ne peut qu'accroître la déroute du système.

L'agitation autour des arrangements parlementaires à venir en apparaît d'autant plus dérisoire, encore plus que ceux de la campagne durant laquelle la Nupes avait prétendu défendre un programme répondant aux besoins des classes populaires, proclamant : « *Ensemble nous allons changer le monde* ». Alors que se profilait la

probabilité que Macron perde sa majorité absolue, ses soutiens politiques et les économistes néolibéraux, largement relayés par les médias, montaient au créneau, dénonçant ce programme comme « *infaisable* », une « *folie* » conduisant le pays à la ruine... En réponse, 300 économistes volaient à son secours chiffres à l'appui, le présentant comme un moyen de sortir le pays du marasme économique dont seraient responsables les « *erreurs* » des politiques néolibérales, tout en restant dans le cadre d'une économie de marché, capitaliste, et de ses institutions républicaines. Une polémique qui se déroulait entre les tenants de différentes politiques tout aussi respectueuses, les unes comme les autres, des institutions et de la propriété capitaliste.

Ce programme parlementaire, de gouvernement de la Nupes, ne sera pas appliqué. Il a cependant rempli une première fonction, sur le fond réactionnaire, laisser croire aux salariés, aux chômeurs, aux classes populaires qu'il était possible de changer le monde par un bulletin de vote et une majorité parlementaire. Et il demeure le programme d'une force parlementaire qui postule à être le porte-parole des classes populaires, représenter leurs intérêts, les associer aux joutes parlementaires, un programme dont les usages parlementaires ne manqueront pas d'effacer les proclamations à visées radicales....

Nous pensons pour notre part qu'à l'opposé, les militants du mouvement ouvrier ont pour tâche d'affranchir la classe des salarié.es, des exploité.es, des préjugés électoralistes et parlementaires qui les soumettent à l'ordre bourgeois, pour les aider à comprendre le rôle de l'Etat et des institutions, pour prendre confiance en elles. Et pour cela nous avons besoin d'un programme non pas parlementaire mais d'un programme pour les luttes de classe qui réponde à la déroute capitaliste en cours.

Le chaos économique, c'est le capitalisme...

Cette déroute semble s'aggraver de jour en jour. Selon les dernières prévisions de la Banque de France, la croissance du PIB pour 2022, qui avait été anticipée à 3,4 % en mars, devrait ne pas dépasser 2,3 % du fait du ralentissement de l'activité économique, et seulement 1,5 % en cas de coupure des approvisionnements en gaz et pétrole russes. Pour *La Tribune* de jeudi 23, « *L'hypothèse de la «stagflation», une croissance atone couplée à une forte inflation, se précise chaque jour un peu plus. Pire, c'est celui de la*

récession sur le Vieux continent qui se profile. [...] malgré les pronostics de la Banque centrale européenne qui se voulait rassurante il y a deux jours... ».

Loin de refluer, l'inflation devrait au contraire s'accroître dans les prochains mois. Selon les prévisions de l'Insee, elle pourrait passer de 5,9 % en juin à 7 % en septembre. Elle serait comprise entre 6,5 % et 7 % d'ici à la fin d'année, pour une moyenne de 5,5 % sur l'année.

Aux États-Unis, après un ralentissement en avril, la hausse des prix est repartie de plus belle pour atteindre 8,6 % sur la période de mai 2021 à mai 2022. Les dirigeants de la FED ont revu leurs prévisions d'inflation à la hausse, tablant sur 5,2 % sur l'année en cours au lieu de l'estimation de 4,3 % publiée en mars.

La pandémie de covid nous a été présentée pendant des mois comme la cause de tous les maux. Depuis son déclenchement, c'est au tour de la guerre en Ukraine d'endosser ce rôle. Mais c'est faux. Elles sont elles-mêmes une des multiples conséquences de la marche incontrôlable d'un mode de production destructeur et prédateur mu par la seule logique du profit immédiat qu'elles contribuent l'une et l'autre à aggraver de façon dramatique.

Sur le plan économique, de la production et des échanges, la crise globale du capitalisme prend la forme de ce que les économistes appellent stagflation, une hausse incontrôlable des prix dans une économie en panne de croissance, voire en récession. La cause première en est que, dans sa fuite en avant folle et destructrice, le capitalisme a atteint les limites au-delà desquelles il devient incapable de tirer de l'exploitation humaine et des richesses de la nature suffisamment de profit pour satisfaire aux exigences de la concentration d'un capital en permanente expansion. La concurrence s'exacerbe, se transformant en conflits de plus en plus ouverts, jusqu'à la guerre, contribuant à perturber encore plus le système économique. Sur les marchés financiers, en particulier des matières premières minières et agricoles et de l'énergie, les spéculateurs tirent profit de ces perturbations pour s'enrichir de façon exponentielle. En plus de précipiter des millions de personnes dans la misère, la famine, la flambée des prix qui en résulte et qui s'étend progressivement à l'ensemble des biens et services contribue en retour à accentuer la tendance à la récession.

Les banques centrales tentent de freiner l'inflation en augmentant les taux auxquels elles prêtent de l'argent aux banques privées. Ces dernières y répondent en augmentant les taux auxquels elles prêtent de l'argent aux particuliers, aux entreprises et aux États... Un cercle vicieux de l'endettement s'est de nouveau mis en marche tandis que l'étranglement du crédit et les difficultés d'approvisionnement qui frappent de nombreuses entreprises sont lourds de faillites à venir et de leur cortège de licenciements...

« *Macron, c'est le chaos économique* » disait un des slogans de Nupes. Il n'est en réalité ce chaos qu'en tant que serviteur zélé des financiers et des patrons de multinationales qui exercent le véritable pouvoir, économique. Le chaos est généré par le système

économique lui-même, produit de l'exacerbation de ses contradictions et des politiques qui tentent en vain de les résoudre. Ces contradictions se jouent dans un cadre international, à l'échelle d'une économie financiarisée et mondialisée en proie à de multiples transformations, convulsions des rapports de force géopolitiques mondiaux sous les coups de l'exacerbation de la concurrence.

Dire qu'il serait possible de se soustraire à leurs conséquences par un « bon programme » parlementaire et à l'abri des frontières nationales est une tromperie.

Vous avez dit « programme de rupture » ?

Avec ses 650 mesures, le programme de la Nupes se prétendait un programme de changement, de « rupture » avec les politiques néolibérales portées par Macron et son gouvernement. Mais le débat sur sa « faisabilité » entre économistes néolibéraux et antilibéraux a montré que ces derniers n'avaient aucune intention de remettre en cause le système économique lui-même, l'économie de marché ; qu'ils prétendaient au contraire, par leur programme, sortir « le pays » de l'ornière économique et sociale dans laquelle les « erreurs » néo-libérales l'auraient embourbé. Comme s'il s'agissait de convaincre les classes dominantes que si ce programme rogne un peu leurs profits, en particulier à travers une « *révolution fiscale* » destinée à financer quelques avancées sociales, il leur serait au bout du compte bénéfique.

Cette « modération » se retrouve dans le contenu de ces mesures. C'est le cas en particulier sur la question des salaires. Le smic net est fixé à 1500 euros, inférieur à la revendication des 2000 euros bruts de la CGT, soit un peu plus de 1600 euros en net. Et pas d'augmentation générale des salaires, dont la question est renvoyée à l'organisation d'« *une conférence sociale générale sur les salaires ainsi que dans chaque branche, qui aborderont notamment : les augmentations de salaires [...] les écarts de salaires [...] la répartition de la valeur* ». Et pas question non plus d'indexer les salaires, retraites, allocations et prestations sociales sur les prix...

La « *rupture* » annoncée avec les pratiques des gouvernements précédents ne saute pas aux yeux...

Sur l'emploi, il est proposé d'instaurer un « *droit de veto suspensif des comités d'entreprise sur les licenciements* » ... « *suspensif* » en attendant qu'ils deviennent définitifs ? Cela revient à dire non à la revendication de l'interdiction des licenciements, au partage du travail entre toutes et tous sans perte de salaire...

Le même souci de respecter les intérêts des classes dominantes et l'ordre économique établi se retrouve sur les aspects financiers. Le programme prévoit en particulier « *la création d'un pôle public bancaire grâce à la socialisation de certaines banques généralistes, qui réorientera le crédit vers la bifurcation écologique et sociale de la France...* ». Aux côtés de ce pôle, la finance privée pourra tranquillement poursuivre ses opérations, ses spéculations destructrices, conserver en réalité son contrôle sur l'économie.

Pour écarter la menace qui plane sur la dette publique, il s'agirait d'« obtenir que la BCE transforme la part de dette des Etats qu'elle possède en dettes perpétuelles à taux nul », de « faire racheter par la BCE la dette publique qui circule sur les marchés financiers » ... Cette « part de dette publique » que la BCE possède, c'est celle qu'elle a déjà « retirée des marchés financiers », en réalité rachetée par milliards et par milliards depuis plus de dix ans aux investisseurs privés pour maintenir à flot le système par lequel ils grugent les fonds publics. Ce que propose le programme de la Nupes, c'est de pousser cette logique jusqu'au bout, racheter l'ensemble de la dette publique que détiennent les banques, assureurs et autres fonds pour ensuite la transformer « en dette perpétuelle », c'est-à-dire dont on ne remboursera jamais le capital, et « à taux nul », donc sans intérêt... En termes clairs, la dette publique serait annulée... mais après avoir « dédommagé » les margoulines de la finance à qui les fonds publics servent de vache à lait.

Une politique économique souverainiste qui flatte les préjugés nationalistes

Sur le plan du développement économique, le programme de la Nupes reprend les discours serinés en boucle par le gouvernement, le patronat, tous les souverainistes depuis que les mesures prises pour contrer l'épidémie de covid ont profondément perturbé les chaînes mondiales de production et d'approvisionnement. Il faudrait « Relocaliser les productions essentielles à la vie de notre pays », « Engager un plan de reconstruction industrielle pour mettre fin à la dépendance de la France dans les domaines stratégiques (semi-conducteurs, médicaments, etc.) et pour répondre aux enjeux sociaux, environnementaux et d'indépendance économique (recyclage des batteries, aciers nécessaires aux énergies renouvelables, aluminium, etc.) »...

La Nupes se soumet aux tendances impulsées par les évolutions des rapports géopolitiques mondiaux, alors que l'exacerbation de la concurrence entre multinationales et Etats qui les soutiennent aboutit à la remise en cause des réseaux mondiaux qui se sont construits à partir des années 1990. Penser que l'on pourrait pallier aux perturbations profondes qui en résultent dans un cadre national est illusoire. D'une part parce qu'une partie des ressources naturelles nécessaires manquent. D'autre part parce que construire de nouvelles industries ne pourrait se faire qu'au prix d'une surexploitation des travailleurs, un gâchis monumental de force de travail. La prétendue reconquête d'une souveraineté industrielle est une tromperie qui sert d'argument aux gouvernements pour tenter de justifier aux yeux des contribuables les aides somptueuses accordées aux grandes entreprises pour les aider à faire face à leurs concurrents. Pour les travailleurs, elle est plus qu'une impasse, la garantie de nouveaux reculs sociaux.

Une politique extérieure fidèle à la République c'est-à-dire aux intérêts réactionnaires de la bourgeoisie française

Dans son chapitre 8 intitulé « Union européenne et international », la Nupes détaille la politique extérieure qu'elle entendrait mener vis-à-vis de l'UE comme du reste du monde. Quelques sous-titres de cette partie suffisent à éclairer l'orientation de l'ensemble : « Assumer la place dans le monde d'une France indépendante », « Construire une défense indépendante, républicaine et populaire »...

Dans ce dernier point, il s'agirait, entre autres, d'« Adapter le matériel militaire et l'équipement de nos soldats à la nouvelle donne climatique », de « Prioriser l'acquisition de matériel militaire français dans l'armée et issu des programmes européens auxquels la France participe »... Sur le plan militaire, loin d'une quelconque « rupture », la Nupes s'inscrit sans surprise dans la lignée de ses composantes, PS, PC, EELV, mais aussi LFI, Mélenchon s'étant toujours montré un fervent défenseur de « nos soldats », de « notre armée » et de « son honneur ». Et pas question d'en finir avec le gaspillage monstrueux que constitue la course aux armements...

Les prétentions du programme à « changer le monde » se cantonnent à la déclinaison de diverses mesures sur le terrain diplomatique, « Renforcer et démocratiser l'ONU », « Refonder la coopération économique » ... autant de vœux pieux bien impuissants à inverser le cours des choses.

La Nupes dit aussi vouloir « Mettre en œuvre une politique migratoire humaniste et réaliste », déclinée en 11 mesures qui apporteraient sans nul doute de nettes améliorations au sort que les législations actuelles et leur mise en œuvre réservent aux migrants. Mais on n'y trouve pas cette mesure pourtant fondamentale, l'exigence de la liberté de circulation et d'installation, des papiers pour toutes et tous sans condition. « Réalisme » oblige sans doute, la « rupture » de la Nupes avec les politiques néo ou social libérales ne va pas jusqu'à ouvrir les frontières aux exilé.es chassé.es de leur pays par la misère, la guerre, les catastrophes climatiques...

Le mythe de la « désobéissance »...

A ceux qui émettaient un doute sur sa capacité à mettre en œuvre son programme dans l'hypothèse où elle aurait été majoritaire, la Nupes a opposé l'engagement pris par ses diverses composantes de « désobéir » aux injonctions de l'UE au cas où celle-ci s'y opposerait. La référence à l'échec de Syriza et de Tsipras en Grèce est claire, ce dernier ayant été accusé par la gauche antilibérale de n'avoir pas su « désobéir » ... Encore fallait-il pouvoir ! Derrière les injonctions de l'UE se tenait le nœud coulant de la dette par lequel le véritable pouvoir, celui de la finance, tenait en main le sort de la Grèce. Sur cet aspect, la situation de la France n'est pas différente. Cet « engagement de désobéissance » est un bluff, doublé de la volonté de désigner les institutions européennes comme responsables d'une

situation dont les véritables causes sont ailleurs, dans le contrôle qu'exerce la finance sur les États par le biais de la dette, dans les institutions de l'État, organisées pour garantir la domination des classes dominantes quel que soit le gouvernement qui le sert.

Loin de constituer une rupture avec la domination capitaliste, le programme de la Nupes, quelle que soit la sincérité avec laquelle il a été porté par de nombreux militants, et y compris dans les rangs des économistes qui le défendent, s'avère être une impasse politique, un leurre destiné à tenter de détourner sur un terrain électoral, de surcroît nationaliste, celles et ceux pour qui « changer le monde » est une urgence.

Un programme pour la prise de contrôle de la société par l'intervention directe du monde du travail, de la population

« Ensemble nous allons changer le monde » fanfaronnait Mélenchon. Le mensonge est gros. Les « changements » qui résulteraient de la mise en œuvre du programme de la Nupes sont au mieux cosmétiques, bien incapables d'apporter les améliorations promises, bien incapables surtout de s'opposer aux conséquences économiques et sociales de la marche à la faillite du capitalisme mondialisé.

La Nupes reprend les vieilles lunes du réformisme en s'adaptant à l'air du temps, l'illusion que les clivages de classe ne joueraient plus leur rôle dans les rapports sociaux. De ce fait, elle n'est plus le réformisme né de l'adaptation des partis nés du mouvement ouvrier, PS, PC, à l'ordre bourgeois. Elle est un populisme de gauche, dans lequel la notion de « peuple » remplace celle de « classe ouvrière », qui serait désormais dépourvue de sens.

Comme tous les programmes réformistes, le programme de la Nupes associe deux éléments indissociables : le respect des rapports sociaux en place, le salariat, la propriété privée des moyens de production et d'échange, et l'idée que l'État pourrait être indépendant de ces rapports sociaux, le lieu d'un « compromis social » où un bon gouvernement pourrait garantir une répartition équitable de la richesse entre le capital et le travail, le tout dans un cadre national. Autrement dit la négation de ce qu'il est réellement, un instrument de classe dont la fonction est de maintenir la domination de la classe dominante, les rapports d'exploitation.

Mettre fin à ces rapports d'exploitation, c'est aussi mettre fin à l'instrument politique de domination de la bourgeoisie, son État et ses institutions, en le remplaçant par

l'instrument de la domination des classes exploitées, un pouvoir ouvrier, un gouvernement des travailleurs.

C'est pourquoi notre programme est avant tout une politique qui lie les mobilisations, la lutte contre les conséquences de la faillite du système, les évolutions de conscience, à la lutte pour le pouvoir.

Contribuer à l'évolution des consciences consiste d'abord à refuser tout soutien à des opérations politiques comme celle de la Nupes, à les dénoncer pour ce qu'elles sont. C'est au contraire affirmer la nécessité, pour nous travailleur.es, classes populaires, de prendre collectivement, démocratiquement, le contrôle du fonctionnement de la société, en le retirant des mains des capitalistes et des politiciens qui la conduisent à la ruine, de construire notre propre État.

Cela passe par l'expropriation, sans indemnité ni rachat, de l'ensemble des institutions financières privées pour les regrouper au sein d'une institution publique placée sous le contrôle de la population et ayant le monopole du crédit et de la politique monétaire, l'abolition des bourses et autres marchés financiers, mettant fin au parasitisme destructeur de la spéculation, l'annulation des dettes publiques et privées. Ce système de crédit permettrait de financer les investissements nécessaires à la satisfaction des besoins de la société, dans le cadre d'une planification démocratique qui mettrait fin aux gaspillages considérables de travail et de ressources naturelles générées par la concurrence, seul moyen de surcroît de stopper la marche à la catastrophe écologique.

Prendre le contrôle de l'économie c'est aussi prendre le contrôle de l'appareil de production et d'échange, en priorité des multinationales qui le structurent à travers leurs filiales et sous-traitants, en expropriant leurs actionnaires. Au contraire des souverainistes qui prétendent vouloir « relocaliser » les productions, les travailleurs du monde entier ont tout intérêt à repenser leur coopération internationale dans la production des richesses en prenant en compte les liens internationaux existant à travers les chaînes de production et d'échange en les réorganisant en fonction des intérêts généraux. Dans une même perspective internationale, les liens du système bancaire national avec la BCE ne sont pas en soi un obstacle, ils peuvent être au contraire un outil de diffusion de la révolution, de son extension à l'échelle de l'Europe, vers une Europe des travailleurs et des peuples, étape vers la construction d'un ordre nouveau fondé sur la coopération et la solidarité.

Daniel Minvielle